

LA CROIX (/Depêches) S'abonner (/abo-decouverte#la-croix-100-digital)

Menu (/)

Accueil (/) > Economie (/Economie) > France (/Economie/France)

L'État français payé pour emprunter

Explication Pour la première fois, le taux des emprunts d'État à dix ans de la France est brièvement passé sous la barre des 0 %. Les taux d'intérêt sont tirés vers le bas par la politique monétaire expansionniste des banques centrales.

Mathieu Castagnet et Alain Guillemoles, le 19/06/2019 à 19:15



La pente descendante des taux d'intérêt à fini par percer le plancher. Mardi 18 juin, la France a vu le taux de ses emprunts à dix ans brièvement plonger en terrain négatif. Une première historique.

► Comment un taux peut-il être négatif ?

Si le taux à dix ans est un marqueur clé pour les emprunts d'État, ce n'est toutefois pas la première fois que la France emprunte avec des taux d'intérêt négatifs. Le mouvement a commencé dès 2014, d'abord sur des emprunts avec des échéances courtes (quelques mois), puis s'est étendu à des échéances plus longues. À tel point que depuis le début de l'année, la moitié des 100 milliards d'euros de dette émis par l'Agence France Trésor (AFT) a été assortie de taux négatifs.

« Les obligations sont toujours émises avec un taux d'intérêt positif ou nul », explique-t-on à Bercy. Mais ce taux est assorti d'un montant emprunté supérieur à celui qui sera remboursé à l'échéance. Au bout du compte, le prêteur percevra donc moins que ce qu'il a prêté, soit un taux négatif.

i (<http://www.la-croix.com/Service/Aide/Les-10-bonnes-raisons-de-lire-LA-CROIX-2016-04-15-1200753727>) Pourquoi lire La Croix ?
(<https://www.la-croix.com/argumentaire>)

La Croix vous explique, avec lumière et clarté, le monde qui vous entoure, afin que vous puissiez bâtir votre opinion.

La complexité technique ne change rien à l'incongruité financière. Dans ces conditions, sur une partie au moins de sa dette, la France est bel et bien payée pour emprunter.

► Quel impact sur les finances publiques ?

Cette décrue des taux d'intérêt se révèle une aubaine pour la France et ses 2 315 milliards d'euros de dette publique. En 2018, l'État a ainsi payé un peu plus de 40 milliards d'euros d'intérêt à ses créanciers. C'est moins qu'en 2008, alors même que la dette a progressé entre-temps de presque... 1 000 milliards d'euros.

À lire aussi
Pourquoi la dette
publique française
frôle les 100 % du
PIB

COMMUNIQUE
PUBLICITAIRE



Les taux étant cette année encore très inférieurs aux prévisions, prudentes de Bercy, les économies dégagées sur la charge de la dette pourraient dépasser 5 milliards d'euros. « Ce sont les taux qui vont permettre de financer l'essentiel des mesures gilet jaunes », s'amuse François Ecalte, ancien de la Cour des comptes et créateur du site Fipéco.

Cette capacité à emprunter à coût faible, voire négatif, relance le débat politique sur la nécessité de réduire les déficits ou au contraire de lancer de vastes plans d'investissement. Toutefois rien ne dit que cette période d'argent gratuit soit appelée à s'éterniser.

« Les emprunts d'aujourd'hui devront être remboursés dans huit ans en moyenne, et cela se fera par de nouveaux emprunts. Or, personne ne sait quel sera le niveau des taux à ce moment-là. S'endetter, c'est toujours faire un pari risqué sur l'avenir », met en garde François Ecalte. Une hausse d'un point des taux coûterait en effet 2 milliards d'euros dès la première année. Puis l'addition exploserait : 10 milliards d'euros au bout de cinq ans, 20 milliards au bout de dix ans.

► Pourquoi les banques acceptent-elles des taux négatifs ?

Si les banques acceptent de prêter de l'argent à un taux négatif, c'est qu'elles n'ont pas vraiment le choix. En effet, la Banque centrale européenne (BCE) a fixé le taux de référence, sur le marché interbancaire au jour le jour, à - 0,4, et cela depuis déjà 2014. « Or ce taux sur le marché interbancaire est celui qui détermine ensuite tous les autres, par effet domino », explique Julien Manceaux, économiste senior du groupe ING.



(<https://www.la-croix.com/Economie/France/Pourquoi-dette-publique-francaise-frole-100-PIB-2018-09-28-1200972278>)

« *Chaque jour, les banques assurent des paiements et se prêtent de l'argent les unes aux autres. Et à la fin de la journée, ce qu'elles n'ont pas réussi à prêter se retrouve en dépôt sur leur compte à la banque centrale. Or elles sont dans l'obligation de payer un taux de 0,4 sur ces dépôts.* »

C'est pourquoi elles préfèrent prêter de l'argent à un emprunteur qui bénéficiera lui aussi d'un taux négatif, mais moindre, à condition que cet emprunteur soit sûr, ce qui est le cas d'un État. Le taux interbancaire se répercute ainsi sur des crédits à plus long terme, et pousse les banques, soumises à la concurrence, à baisser leurs taux d'intérêt. Les particuliers s'en rendent compte sur les crédits immobiliers. Ils ne sont pas négatifs, mais historiquement faibles, et pourraient chuter encore si la BCE décidait de baisser à nouveau le taux interbancaire.

► Pourquoi y a-t-il tant de liquidités ?

L'appétit des banques pour les prêts, même à taux très faibles, tient aussi à la masse des liquidités en circulation. Là encore, c'est le résultat de la politique des banques centrales. « *Après la crise de la dette souveraine en Europe, en 2011-2012, la BCE a pris des mesures de politique monétaire exceptionnelles* », explique Julien Manceaux. Outre la baisse des taux, elle a racheté une grande quantité de titres aux institutions financières, qui ont disposé ainsi de nouvelles liquidités. Le crédit s'en est trouvé facilité, à charge pour les banques de vérifier que l'emprunteur reste solvable.

Ces mesures étaient destinées à relancer la croissance en Europe, dans une période de ralentissement. Et c'est bien ce qui s'est produit. Cela a sans doute soutenu la croissance européenne, sans toutefois la porter à des niveaux très élevés.

À découvrir [Les banques centrales pourraient encore baisser les taux \(/Economie/Monde/banques-centrales-pourraient-encore-baisser-taux-2019-06-19-1201029855\)](#)

La réserve fédérale américaine devrait donner quelques indices, ce mercredi 19 juin, sur une éventuelle baisse... >
lire la suite ([/Economie/Monde/banques-centrales-pourraient-encore-baisser-taux-2019-06-19-1201029855](#))

[dette publique \(/Recherche/dette%20publique\)](#)

[taux d'intérêt \(/Recherche/taux%20d%27int%C3%A9r%C3%AAt\)](#)

[marchés financiers \(/Recherche/march%C3%A9s%20financiers\)](#)



[\(/Economie/Monde/banques-centrales-pourraient-encore-baisser-taux-2019-06-19-1201029855\)](#)

Publicité

CONTENUS SPONSORISÉS